



AFFINER NOTRE VISION

**ORIENTATIONS SUR LES PROGRAMMES
POUR LE BIEN-ÊTRE À L'ÉCHELLE DES VILLES
ET DES RÉGIONS**



CHANGING MINDS • CHANGING LIVES

REMERCIEMENTS

Les présentes orientations ont été élaborées par le Carnegie UK Trust en partenariat avec le service chargé des politiques de développement régional de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE. Ces orientations ont été rédigées par Pippa Coutts, associée du Carnegie UK Trust, et par Jennifer Wallace, responsable des politiques au sein du Carnegie UK Trust.

Nous remercions Monica Brezzi, Soo-Jin Kim et Paolo Veneri, de l'OCDE, pour leur soutien dans l'élaboration et la publication de ces travaux.

Nous adressons nos remerciements à toutes les personnes des services et organisations cités en annexe qui ont bien voulu répondre à nos questions ; nous les remercions de nous avoir consacré du temps et d'avoir partagé leurs connaissances. Nous remercions également Lauren Pennycook du Carnegie UK Trust, pour sa contribution et son soutien.

Les opinions et les arguments présentés dans le présent document n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas forcément les positions officielles de l'OCDE ou de ses pays membres.

© Les droits d'auteur de ce rapport sont détenus par le Carnegie UK Trust.



Ces travaux sont sous licence Creative Commons Attribution –
Partage dans les mêmes conditions – non transposé 3.0.
Pour voir une copie de cette licence, veuillez consulter
[http://creativecommons.org/licenses
by-sa/3.0/](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/) ou envoyer un courrier à Creative Commons, 444 Castro
Street, Suite 900, Mountain View, California, 94041, USA.

Ce rapport est imprimé
sur du papier certifié FSC.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	2
Introduction	3
Chapitre 1. Lancer un programme pour le bien-être au niveau des villes et des régions	13
Chapitre 2. Faire le lien entre stratégie et mesure : encourager la collaboration entre les statisticiens et les responsables politiques	14
Chapitre 3. Sélectionner les domaines et les outils de mesures du bien-être au niveau des villes et des régions	15
Chapitre 4. Influencer les politiques : renforcer l'impact des programmes pour le bien-être dans les villes et les régions	17
Chapitre 5. Impliquer les citoyens : consulter et communiquer sur les programmes pour le bien-être au niveau des villes et des régions	18
Chapitre 6. Surmonter les difficultés : établir des programmes pour le bien-être constitue une volonté de changement	20
Chapitre 7. Inscrire dans la durée : faire des ajustements et assurer la longévité	22
Conclusion et étapes suivantes	23
Annexe	24
Références	25

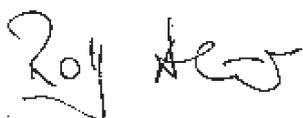
AVANT-PROPOS

L'OCDE et le Carnegie UK Trust partagent le même objectif : contribuer au bien-être grâce à une meilleure gouvernance. À l'échelle internationale, l'OCDE est en première ligne en matière de programmes pour le bien-être destinés à mesurer les avancées sur le plan social grâce ses indices *Better Life* (« Vie meilleure ») et *How's Life in Your Region?* (« Comment va la vie dans votre région ? »). Au Royaume-Uni, le Carnegie UK Trust encourage activement les territoires britanniques à créer des programmes pour le bien-être, destinés à orienter leurs politiques.

Les autorités, à tous les niveaux, devraient avoir pour objectifs clés d'améliorer le bien-être, au sens large, en intégrant les problématiques sociales, environnementales et économiques. Les mécanismes de mesure du bien-être sociétal sont désormais bien connus à l'échelle d'un pays et des autorités innovantes ont agi pour tenir compte de ceux-ci dans l'élaboration des politiques.

Améliorer la gouvernance par le biais de programmes pour le bien-être n'est cependant pas réservé au niveau national. L'endroit où vous vivez compte. Il a un impact sur votre accès à l'emploi, aux revenus, au logement ainsi que sur votre qualité de vie. Il est important de connaître les différences entre les régions en matière de bien-être. Être conscient de ces différences permet aux législateurs de mieux connaître leur région et leur population, et donc de mieux planifier. Ces connaissances constituent un point de départ pour remédier aux inégalités qui existent entre les différentes régions et localités, mais aussi au sein de celles-ci. En collaborant avec les populations locales pour recueillir des données relatives au bien-être, les législateurs et les analystes donnent une chance aux citoyens de dire ce qui compte pour eux. À Toronto et à Santa Monica, par exemple, les autorités locales ont organisé des groupes communautaires destinés à demander conseil à la population concernant les dimensions du bien-être sur lesquelles ces villes devraient se concentrer. Les programmes régionaux et locaux pour le bien-être ont le potentiel de rendre les politiques plus transparentes et adaptées aux besoins locaux en reliant prise de décision et données publiques solides. À Gênes, par exemple, un tableau de bord du bien-être a été mis en place pour guider l'attribution des fonds aux programmes sociaux de la ville.

Les présentes « *Orientations sur les programmes pour le bien-être à l'échelle des villes et des régions* » synthétisent les connaissances des villes et des régions qui sont à la pointe de ces évolutions et partagent les enseignements qu'elles ont tirés de la création de programmes pour le bien-être à l'échelle nationale et locale. Ce document met en évidence l'importance des dirigeants politiques locaux, du rôle des différents niveaux des administrations et de la manière dont ceux-ci peuvent influencer le bien-être au niveau local. Nous encourageons les régions et les villes à envisager la création de programmes pour le bien-être et à partager leur expérience afin de promouvoir le bien-être pour tous.



Rolf Alter

Directeur de la Direction de la gouvernance publique
et du développement territorial,
OCDE



Martyn Evans

Directeur général
Carnegie UK Trust

INTRODUCTION

Contexte

L'initiative *Better Life* de l'OCDE vise à aider les pays à mieux comprendre ce qui détermine le bien-être des populations ainsi que les mesures à prendre que le progrès bénéficie à tous. Cette initiative comprend un ensemble d'indicateurs, pas seulement économiques, destinés à apporter des éléments de preuve pour appuyer la conception de politiques¹. En matière de mesure du bien-être, les moyennes nationales cachent souvent de grandes différences au sein du pays. L'OCDE a donc lancé une initiative baptisée « *Comment va la vie dans votre région ?* » (« *How's Life in Your Region?* ») afin de fournir un cadre et des indicateurs communs permettant de comparer le bien-être dans 395 sous-régions². Cette initiative aide les régions et les villes à intégrer des indicateurs du bien-être dans la conception, le suivi et l'évaluation de leurs politiques. « *Comment va la vie dans votre région ?* » met l'accent sur l'expérience des régions qui se sont basées sur des stratégies relatives au bien-être pour élaborer leurs politiques.

Le Carnegie UK Trust a été créé il a un siècle dans le but de contribuer à l'amélioration du bien-être des populations britannique et irlandaise. Au cours des dernières années, grâce à des recherches et activités pratiques, le Trust est devenu l'une des figures de proue dans le domaine de la mesure et de l'intégration du bien-être dans les politiques publiques. En 2012, le Carnegie UK Trust a documenté, sous forme d'études de cas réalisées dans des pays de l'OCDE, les cas où la mesure du bien-être a été efficacement associée à la création de politiques. Ces études de cas sont présentées dans le document intitulé *Shifting the Dial: from Wellbeing Measures to Policy Practice*³ (« Déplacer le curseur de la mesure du bien-être à la pratique des politiques »).

Le Trust assiste activement les législateurs dans la conception de programmes pour le bien-être.

- 1 OCDE (2011). *Initiative du vivre-mieux : mesurer le bien-être et le progrès*. Paris : éditions OCDE. Consultable sur <http://www.oecd.org/statistics/better-life-initiative.htm>
- 2 OCDE (2014). *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*. Paris : éditions OCDE. Consultable sur <http://www.oecd.org/gov/how-s-life-in-your-region-9789264217416-en.htm> et sur le site internet et l'outil web associés.
- 3 Carnegie UK Trust et IPPR North (Institut de recherche en politiques publiques du nord de l'Angleterre) (2012). *Shifting the Dial: From wellbeing measures to policy and practice*.

L'organisation considère que le bien-être englobe des problématiques sociales, environnementales, économiques et démocratiques. En se fondant sur ce concept, le Trust a créé et présidé la table ronde autour du bien-être en Irlande du Nord (*Roundtable on Wellbeing in Northern Ireland*) afin de parler du bien-être dans la région et ses connexions avec les politiques publiques. Cette table ronde a donné lieu à un programme pour le bien-être en Irlande du Nord⁴ qui explique comment inciter le public et les différents niveaux des administrations à inclure le concept du bien-être dans la conception des politiques.

Sur la base de cette conception commune du bien-être, l'OCDE et le Carnegie UK Trust ont travaillé ensemble pour mettre sur pieds des orientations simples à destination des législateurs concernant les avantages, les difficultés et le potentiel des programmes régionaux et sous-régionaux pour le bien-être dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques. L'objectif de ce guide est d'aider les législateurs aux niveaux régional et municipal à rassembler des données et des ressources dans le cadre d'un programme en mesure de mettre en œuvre des politiques sources de progrès équitable et durable.

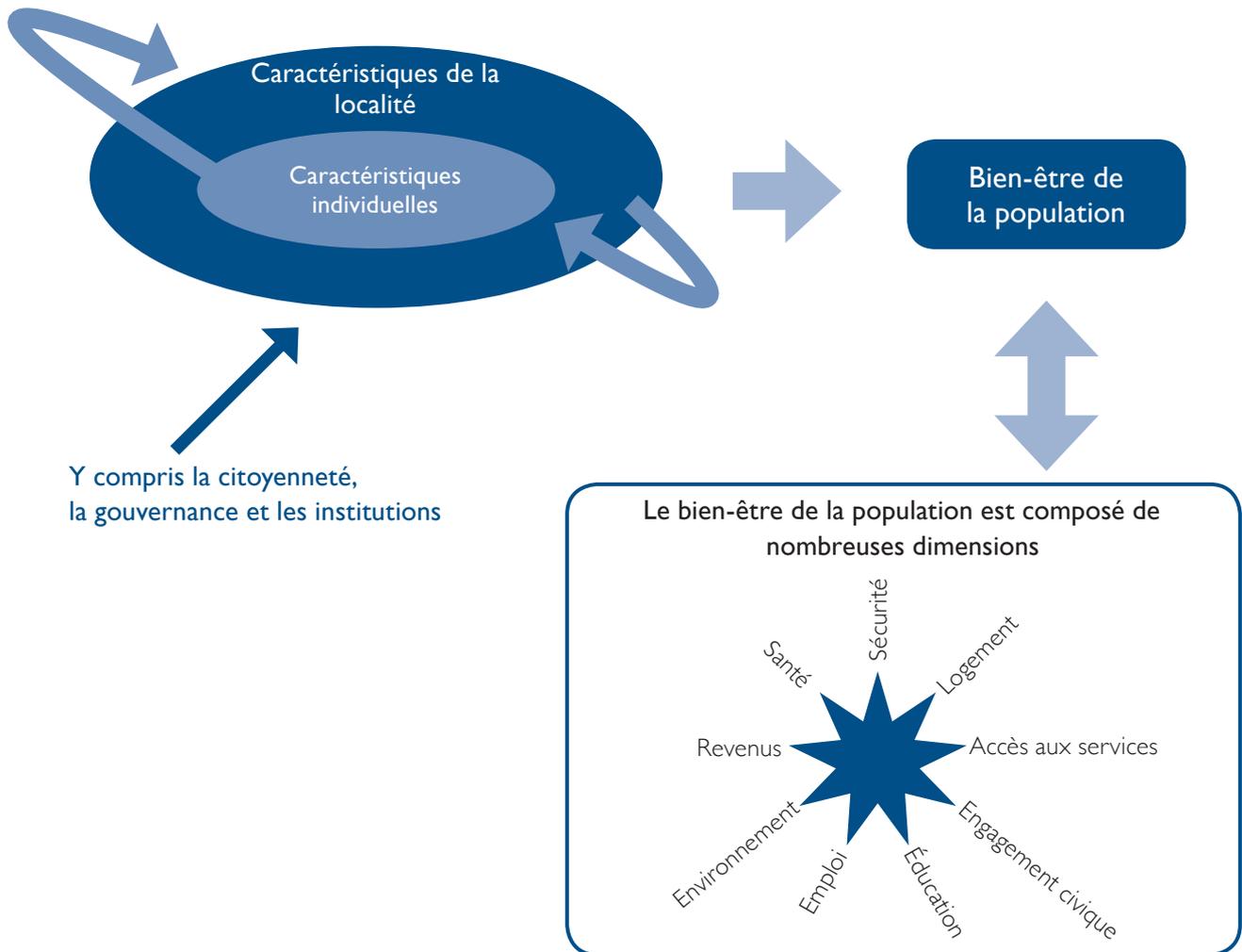
ENCADRÉ I : DÉFINITION DES AUTORITÉS LOCALES ET DES RÉGIONS

Les autorités locales évoquées dans les présentes orientations sont des régions et des villes. Selon le classement de l'OCDE, les régions correspondent au premier niveau de gouvernance infranational. Elles sont regroupées sous l'appellation « niveau territorial 2 » ; ce sont par exemple les états américains, les provinces canadiennes ou les régions belges et françaises. Les villes des pays de l'OCDE, conformément à la définition économique, sont les centres densément peuplés et les régions périphériques reliées au centre de la ville par d'importants flux de transport liés au travail.

Source : OCDE, définir les régions : <http://www.oecd.org/regional/regional-policy/website-defining-regions.pdf>

- 4 Carnegie UK Trust (2015). *Towards a Wellbeing Framework: Findings from the Roundtable on Measuring Wellbeing in Northern Ireland*.

Figure 1 : Un cadre conceptuel régional pour le bien-être



Source : OCDE. (2014) *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques.*

Qu'entendons-nous par « bien-être » et « programmes pour le bien-être » ?

Le terme « bien-être » (« *wellbeing* ») est très largement utilisé et peut être interprété de différentes manières. Aux fins des présentes orientations, nous utilisons ce terme pour décrire une conception du progrès social. Cela ne se limite pas à la santé des individus et à leur degré de satisfaction personnelle :

Le bien-être sociétal est un concept multidimensionnel qui décrit le progrès en termes d'amélioration de la qualité de vie, des conditions matérielles et de la durabilité.

Ce sont sur ces trois composantes du bien-être sociétal qu'est fondé l'ensemble d'indicateurs du bien-être de l'initiative du mieux-vivre de l'OCDE⁵.

L'initiative du mieux-vivre a donné naissance à des outils de mesure du bien-être au niveau national qui permettent de comparer les pays. Toutefois, le degré de bien-être varie autant entre les pays qu'au sein de ceux-ci. Le cadre conceptuel régional et local de l'OCDE a étudié cet aspect plus en détail et met en évidence l'interaction entre le lieu géographique de résidence et les autres dimensions du bien-être (voir figure 1).

5 OCDE. (2011), *ibid.*

Dans le cadre du programme *Comment va la vie dans votre région ?*, neuf caractéristiques du bien-être (figure 1) ont pu être identifiées : les revenus, l'emploi, le logement, l'éducation, l'environnement, la sécurité, la santé, l'engagement civique et l'accès aux services. Plus récemment, l'OCDE a créé des indicateurs pour onze dimensions du bien-être en y ajoutant le degré de satisfaction à l'égard de la communauté et de la vie⁶. Ces dimensions ont été sélectionnées, car elles peuvent nous aider à comprendre les forces et les faiblesses des différentes régions, mais aussi parce que des indicateurs existent pour les mesurer dans les régions et dans les villes des pays de l'OCDE.

Ces orientations illustrent la manière dont de nombreuses villes et régions se sont intéressées au bien-être sociétal en utilisant le programme régional pour le bien-être de l'OCDE comme point de départ pour créer des programmes et des outils de mesure qui tiennent compte des caractéristiques locales.

Ces programmes locaux partagent un certain nombre de points communs :

- **Objectif** : ces programmes visent à comprendre le progrès social dans son ensemble, sans privilégier l'un des aspects du bien-être au détriment des autres. Cet aspect apparaît parfois dans le « **manifesto** » de la mission.
- **Domaines** : les programmes sont structurés selon des sous-catégories du bien-être, ou **domaines**, tels que la santé ou l'éducation, pour aider les gens à s'orienter dans le programme. Certains programmes vont plus loin et parlent de **résultats**, qui correspondent aux objectifs de progrès social établis, comme « vivre longtemps et en bonne santé », et qui peuvent être qualifiés de mesures **objectives** du bien-être. En outre, dans certains cas, afin de rendre le programme plus complet, ces domaines peuvent inclure la perception qu'a la population de sa qualité de vie ou de son bonheur. Ce sont les mesures **subjectives** du bien-être.
- **Indicateurs** : ces programmes mesurent les progrès atteints dans les différents domaines grâce à un certain nombre d'**indicateurs**. Si le nombre d'indicateurs varie de manière significative d'un programme à l'autre, il y en a généralement jusqu'à 60.
- **Communication** : les programmes **communiquent** les résultats sous forme visuelle grâce à un tableau de bord destiné à fournir une vue d'ensemble des progrès sociaux sur une page.

6 Pour plus d'informations, consultez l'aperçu des indicateurs de l'initiative « *Comment va la vie dans votre région ?* » de l'OCDE. Source : base de données régionale relative au bien-être de l'OCDE

Des données aux résultats : la prochaine étape pour les villes et les régions en lien avec les programmes pour le bien-être

Les programmes pour le bien-être constituent une occasion de se détacher d'une approche focalisée sur les moyens investis pour s'intéresser aux résultats, ce qui met en évidence les impacts réels des politiques, des programmes ou des services. Certains programmes pour le bien-être adoptent déjà cette démarche, mais beaucoup utilisent un mélange d'indicateurs relatifs aux moyens investis et d'indicateurs de résultats.

Les indicateurs de résultats permettent de mesurer l'impact sur la vie des populations plutôt que les moyens engagés ou les activités réalisées par les administrations publiques dans cet objectif. La gestion des performances du secteur public mesure par exemple le nombre de policiers (moyens), alors que les approches axées sur les résultats s'intéressent au sentiment de la population à l'égard de sa sécurité dans son quartier (résultat).

Les énoncés des missions des programmes pour le bien-être sont généralement rédigés en considérant les résultats plutôt que les procédés. Ils reflètent les avancées vers une société meilleure au sens défini par la région ou par la ville en question, et les indicateurs sont sélectionnés pour mesurer les changements de ces résultats. Les régions et les villes ont sélectionné des indicateurs qui sont spécifiques à leur contexte local. La région du Danemark-du-Sud, par exemple, a mis en place une stratégie pour le bien-être en faveur d'une région « active, productive et attractive ». L'un de ses indicateurs concerne par conséquent « l'augmentation de la main d'œuvre de 5 % par an » et un autre « le nombre de personnes qui pensent utiliser leurs capacités et leurs talents dans la vie quotidienne » (mesuré à l'aide d'un sondage). L'initiative Community Indicators Victoria, en Australie, utilise des indicateurs relatifs à l'engagement citoyen, qui mesurent par exemple « la parité au sein des conseils municipaux » ou « le pourcentage de la population locale adulte membre d'un conseil ou d'un comité qui a le pouvoir de prendre des décisions » (source : *Community Indicators Victoria, Data Framework*).

Préparation des orientations

Si l'initiative *Comment va la vie dans votre région ?* a créé des indicateurs du bien-être, il ne suffit pas de simplement les reprendre tels quels ; leur intérêt serait limité pour ceux qui prennent les décisions dans les villes et dans les régions. Tout d'abord, les stratégies et les outils de mesure du bien-être auront plus d'ampleur s'ils sont construits de manière participative, en s'inscrivant dans le contexte des priorités et des aspirations d'une région. Ensuite, dans certains domaines, les indicateurs recommandés par *Comment va la vie dans votre région ?* ne sont pas encore disponibles ou ne sont pas encore suffisamment détaillés.

Plusieurs étapes s'imposent donc aux régions et aux villes qui souhaitent concevoir des programmes pour le bien-être. L'OCDE décrit ces étapes sous forme d'un processus cyclique qui commence avec la définition des objectifs et des indicateurs en matière de bien-être et se poursuit avec la mise en œuvre des politiques, puis des mesures d'ajustement (figure 2).

Toutefois, mettre en œuvre ce cycle de mesure du bien-être comporte des difficultés. Cela exige par exemple d'impliquer des acteurs qui ont des objectifs et des capacités différents.

Nous avons créé ces orientations, car nous sommes conscients des difficultés que rencontrent les villes et les régions souhaitant élaborer leurs propres programmes en matière de bien-être afin de mesurer les avancées et établir des priorités au niveau des ressources. Ces orientations s'appuient sur le projet *Comment va la vie dans votre région ?* et place les concepts de celui-ci dans une perspective plus large concernant les politiques publiques.

Afin de créer ces orientations, nous avons réalisé une série d'entretiens en 2015 et 2016 avec 16 régions et villes, dont certaines ont fait l'objet d'études de cas régionales dans le cadre du projet *Comment va la vie dans votre région ?* (voir l'annexe pour plus de détails). Au cours de ces entretiens, nous avons étudié les expériences des régions et des villes qui conçoivent et utilisent des stratégies, des objectifs et des outils de mesure en matière de bien-être. Les enseignements tirés de ces entretiens sont synthétisés dans les orientations, y compris une liste des points clés pour les localités qui souhaitent mettre en œuvre leur propre programme régional ou municipal pour le bien-être.

Figure 2 : Le cycle de mesure du bien-être de l'OCDE



Source : OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques*.

Figure 3 : Carte des régions des études de cas

Amérique du Nord



Europe



Australie



Ensemble A

- 1 Morelos, Mexique
- 2 Toronto, Canada
- 3 Santa Monica, États-Unis
- 4 Londres, Royaume-Uni
- 5 Newcastle, Royaume-Uni
- 6 Wallonie, Belgique
- 7 Écosse, Royaume-Uni

- 8 Guelph, Canada
- 9 Danemark-du-Sud
- 10 Somerville, États-Unis
- 11 Gênes, Italie
- 12 Bologne, Italie
- 13 Melbourne, Australie

Ensemble B

- a Morelos, Mexique
- b Danemark-du-Sud
- c Newcastle, Royaume-Uni
- d Rome, Italie
- e Nord des Pays-Bas
- f Sardaigne, Italie

L'ensemble A correspond aux régions et aux villes qui nous ont répondu (13). L'ensemble B correspond aux régions et aux villes qui ont fait l'objet d'une étude de cas dans le cadre du programme *Comment va la vie dans votre région ?* (6).

ENCADRÉ 2 : LES AVANTAGES D'UN PROGRAMME POUR LE BIEN-ÊTRE POUR LES RÉGIONS ET LES VILLES

1. **Gouvernance concertée** : Les programmes relatifs au bien-être contribuent à développer la collaboration entre services et offrent un mécanisme permettant aux gouvernements de se détacher du mode de pensée traditionnel organisé autour des secteurs.
2. **Informers les services chargés des politiques publiques** : Les programmes relatifs au bien-être, focalisés sur les résultats, permettent de planifier, mais aussi de revenir sur les progrès effectués, ce qui contribue à accroître la transparence des prises de décision et des dépenses.
3. **L'engagement citoyen** : Créer un programme en matière de bien-être peut servir de catalyseur pour engager une conversation significative avec les citoyens concernant ce qu'ils considèrent comme important dans la localité où ils vivent. Ces programmes donnent aux individus, aux communautés et aux organisations non gouvernementales la possibilité d'établir leurs priorités et de voir ensuite si les gouvernements travaillent en faveur de celles-ci.

Pourquoi concevoir un programme pour le bien-être pour une ville ou pour une région ?

Des collectivités locales de toutes les tailles, qu'elles aient la responsabilité de 100 000 personnes ou de plusieurs millions d'habitants, élaborent des programmes en faveur du bien-être. Là où ces programmes sont mis en œuvre, ils contribuent à des changements culturels dans la gouvernance et dans les services publics à l'égard de la concertation des collectivités locales, de la promotion de la transparence et de l'implication des citoyens (encadré 2).

Les programmes pour le bien-être soutiennent les réformes et l'amélioration des collectivités locales

Les programmes en faveur du bien-être ont aidé les autorités municipales et régionales à modifier de manière significative leurs priorités et la façon dont elles gèrent leur territoire.

Les autorités au niveau infranational sont conscientes du rôle fort qu'elles ont à jouer dans la promotion du bien-être des communautés et des individus au service desquels elles sont. Afin d'y parvenir, elles doivent en savoir plus sur les éléments dont dépend le bien-être des communautés et des individus. De la volonté de mieux comprendre les citoyens à celle d'évaluer ses performances, les raisons qui poussent les villes et les collectivités régionales à définir et mesurer les dimensions du bien-être sont diverses (voir encadré 3 : pourquoi mesurer le bien-être).

Pour beaucoup d'initiatives municipales et régionales, l'impulsion a été donnée par la volonté des élus ou des dirigeants de services locaux de connaître les différences entre les quartiers en vue de prévoir des services pour pallier des lacunes ou lutter contre des inégalités. Au Danemark-du-Sud, par exemple, les indicateurs régionaux de bien-être servent à étayer les politiques régionales et à mettre en évidence les différences entre les municipalités. À Melbourne, en Australie, l'ensemble des 79 localités a accès à des rapports sur le bien-être (voir étude de cas n° 5).

ENCADRÉ 3 : Pourquoi mesurer le bien-être dans les régions et les villes

Donner du sens	<ul style="list-style-type: none">- Le bien-être est un concept multidimensionnel qui tient compte du contexte local- Un programme pour recueillir et organiser les données disponibles.
Informé en matière de politiques publiques	<ul style="list-style-type: none">- Comprendre ce qui importe aux yeux des citoyens- Comprendre les dimensions du bien-être et la manière dont elles interagissent entre elles- Comprendre comment le bien-être est distribué dans une ville ou une région et mettre en évidence les différences entre les zones- Créer un dialogue entre les services administratifs, venir à bout des mentalités « cloisonnées » et encourager la concertation dans la création des politiques publiques- Établir des plans destinés à avoir un impact (focalisés sur les résultats)- Mesurer les performances du point de vue de l'impact des politiques publiques et des programmes sur la population (résultats)- Promouvoir le dialogue concernant les plans et les objectifs qui n'ont pas été atteints.
Impliquer les citoyens	<ul style="list-style-type: none">- S'intéresser aux personnes et aux communautés en plus du produit intérieur brut- Promouvoir le dialogue avec les citoyens et fournir un mécanisme leur permettant de s'engager dans la conception des politiques et dans la gouvernance- Renforcer la vision du bien-être en tant que responsabilité partagée qui incombe aux communautés et aux individus comme aux autorités.



ÉTUDE DE CAS N° 1 : MESURER LES PERFORMANCES DU GOUVERNEMENT EN ÉCOSSE

Le National Performance Framework en Écosse est né à la suite d'un changement de gouvernement. Les nouveaux dirigeants, accédant au pouvoir pour la première fois, souhaitent innover en s'intéressant à l'impact du gouvernement et en mesurant les résultats des politiques et des actions associés.

Un processus d'adaptation des structures et des administrations était dans le même temps initié par le Directeur de la fonction publique écossaise. Celui-ci souhaitait rassembler les différents services et encourager le travail collaboratif entre eux.

Ces deux éléments moteurs ont donné naissance au National Performance Framework (NPF) for Scotland, dont l'objectif s'articule autour de sept aspirations, et dans le cadre duquel les avancées en matière de bien-être national et sociétal sont mesurées par 50 indicateurs.

Les programmes pour le bien-être ont un rôle à la fois rétrospectif et prospectif. À Morelos, au Mexique, les indicateurs de bien-être mesurent les avancées du plan de développement de l'État. En Écosse, le programme pour le bien-être sert à mesurer les avancées du territoire dans le cadre de sa vision sur le long terme et définit des objectifs de résultats (voir étude de cas n° 1).

Il est important de comprendre que le bien-être est un concept « englobant » qui couvre plusieurs secteurs et encourage la collaboration entre les différents services des collectivités. Le dirigeant d'un service municipal qualifie ce concept de

« parapluie global, c'est à dire un cadre ultime qui englobe tout le reste »



ÉTUDE DE CAS N° 2 : LANCEMENT DU PROJET « BIEN-ÊTRE » À SANTA MONICA

La ville et municipalité de Santa Monica ont gagné le Bloomberg Philanthropies Mayors Challenge en 2012/2013 pour l'innovation grâce au projet « Bien-être ».

Le conseil municipal de Santa Monica souhaitait changer « progressivement » sa compréhension de la communauté et de la manière d'aider les citoyens. Il avait déjà une longue expérience des services sociaux, mais a souhaité faire plus à la suite de deux incidents ayant causé le décès tragique de deux personnes, qui ont affecté tous les résidents. Le conseil municipal, en se tournant vers d'autres pour apprendre, a vu un intérêt dans la création et l'utilisation de données de qualité pour contribuer au bien-être et évaluer cet impact. C'est ainsi que le projet « Bien-être » est né ; il a d'abord fallu définir ce que signifie le bien-être au niveau local, puis créer des outils de mesure du bien-être avant de recueillir et d'analyser les données pour appuyer les prises de décision du conseil municipal.

Cela signifie que les politiques en matière de bien-être sont susceptibles d'aider à trouver des solutions aux problèmes qui touchent plusieurs secteurs différents (voir étude de cas n° 5).

Plusieurs exemples de régions illustrent l'intérêt de mesurer le bien-être et de créer des politiques en la matière en vue de renforcer le dialogue avec les citoyens à propos de ce qui compte, voire leur engagement dans la gestion du territoire. En Wallonie (Belgique), par exemple, les citoyens ont établi à quoi ressemble le bien-être pour tous. La mesure des progrès par les autorités régionales se fait à présent avec la contribution des communautés, ce qui veut dire que la population prend davantage part à l'évaluation de l'impact des politiques publiques.

Les trois études de cas suivantes présentent des exemples de programmes et d'outils de mesure en matière de bien-être qui interagissent avec les communautés et influencent les politiques de plus grande ampleur, aux niveaux régional et municipal. Nous espérons que ces exemples ainsi que les autres études de cas vous inciteront à vous lancer dans la création d'un programme pour le bien-être.



ÉTUDE DE CAS N° 3 : CONCEPTION DE POLITIQUES VERTES ET DANS LE DOMAINE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES À BOLOGNE

À Bologne (375 900 habitants), en Italie, le service chargé de la conception des programmes et du développement économique a travaillé avec 29 municipalités pour créer un tableau de bord des indicateurs du bien-être basé sur les indicateurs du BES italien, destiné à aider les responsables politiques et les administrateurs locaux à créer, puis évaluer les politiques publiques.

Dans le cadre du « budget vert », par exemple, un état des lieux de la situation est réalisé chaque année en incluant certains indicateurs du bien-être afin de « concevoir les bonnes politiques » (en témoigne une personne travaillant pour la ville de Bologne).

Des programmes d'activités et les budgets associés sont décidés dans le but d'atteindre les objectifs fixés par les politiques. Les réalisations et les dépenses du « budget vert » sont suivies tout au long de l'année et un rapport est mis à la disposition de la population. Dans ce secteur, les indicateurs du bien-être servent donc de pivots dans le cycle vertueux de la mise en œuvre des politiques, de la budgétisation et de l'évaluation, ce qui permet de faire les ajustements nécessaires dans les politiques et les dépenses. Un processus similaire est mis en place pour le budget relatif à l'égalité des genres, dans le cadre duquel les autorités travaillent en étroite collaboration avec les associations citoyennes.

Le service concerné considère que le bien-être est l'affaire de tous et que pour y contribuer, de nombreux acteurs (les citoyens, les associations de la communauté, les municipalités, la ville et le gouvernement national) doivent travailler main dans la main. L'utilisation des dimensions du bien-être du BES ainsi que des indicateurs pertinents pour mesurer les changements a permis de renforcer l'implication des citoyens dans la planification au niveau municipal.

a. Intégrer le bien-être dans la définition et l'évaluation des politiques municipales



ÉTUDE DE CAS N° 4 : THE SCOTTISH JUSTICE STRATEGY

En Écosse (5,4 millions d'habitants), les responsables politiques les plus en vue et les hauts fonctionnaires ont créé le National Performance Framework (NPF), qui reflète l'objectif du gouvernement concernant la promotion de la croissance économique et du bien-être de la nation. Ce programme cadre a eu un impact immédiat sur la structure de l'administration écossaise et constitue un outil de mesure des performances pour toutes les directions gouvernementales.

Il influence également la conception des politiques publiques. Au ministère de la Justice, par exemple, le directeur a reconnu la valeur de l'accent sur les résultats mis par le National Performance Framework et a impliqué les nombreuses personnes et organisations liées à la justice en Écosse dans la création d'une stratégie en matière de justice pour l'Écosse (la Justice Strategy for Scotland)⁷ afin de contribuer à la prospérité du pays. Cette stratégie porte sur les trois résultats du NPF les plus pertinents pour le domaine de la justice, et a permis d'établir un cycle de mesure. Tout d'abord, les réalisations en matière de justice ont été établies sur la base des trois résultats du NPF. Les indicateurs ont ensuite été sélectionnés et ils permettent désormais de mesurer, d'analyser et de transmettre les informations au Conseil de la justice (Justice Board), qui supervise la stratégie, les avancées de ses programmes et la réalisation de ses objectifs. Les indicateurs sont présentés sous forme d'un « tableau de bord de la justice » (**Justice Dashboard**).

Tout comme le NPF et les programmes pour le bien-être, cette stratégie en matière de justice met en évidence l'importance de travailler de manière collaborative au sein du gouvernement et souligne la nécessité que toutes les composantes du système judiciaire travaillent main dans la main pour réussir.

7 « Justice Strategy for Scotland », gouvernement écossais (octobre 2012)

c. Un programme d'indicateurs communautaires informe la prise de décision des autorités locales



ÉTUDE DE CAS N° 5 : LE CONSEIL DE BALLARAT ET COMMUNITY INDICATORS VICTORIA

L'initiative Community Indicators Victoria (CIV) a vu le jour à l'Université de Victoria et est désormais basée à l'Université de Melbourne. Le CIV mesure les progrès dans cinq domaines du bien-être, sur la base des différents domaines dans lesquels les politiques sont conçues, à l'aide de données administratives existantes et d'un sondage créé spécialement à cet effet, utilisé pour la première fois en 2007, baptisé Community Indicators Victoria Survey. Le CIV couvre les 79 conseils ou municipalités de Victoria en produisant des rapports sur le bien-être qui permettent aux municipalités de se comparer aux autres localités. Le CIV déclare clairement que les indicateurs ne servent qu'à identifier les potentiels problèmes et succès. Les utilisateurs des rapports et des profils sur le bien-être, qui sont les municipalités, doivent ensuite en examiner les raisons sous-jacentes.

L'un des conseils, la ville de Ballarat (93 500 habitants), a fait le lien entre le profil du bien-être du CIV et ses politiques publiques en travaillant en partenariat avec le CIV.⁸ La ville utilise ce profil pour concevoir des services dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'enfance, de la jeunesse et des personnes âgées. Ce profil sert de cadre fiable pour la planification et l'évaluation qui fonctionne indépendamment de tout parti politique.

Des organisations philanthropiques utilisent le CIV pour prendre des décisions en matière de financement lorsqu'elles cherchent à définir les domaines dans lesquels les politiques publiques peuvent avoir le plus d'impact.

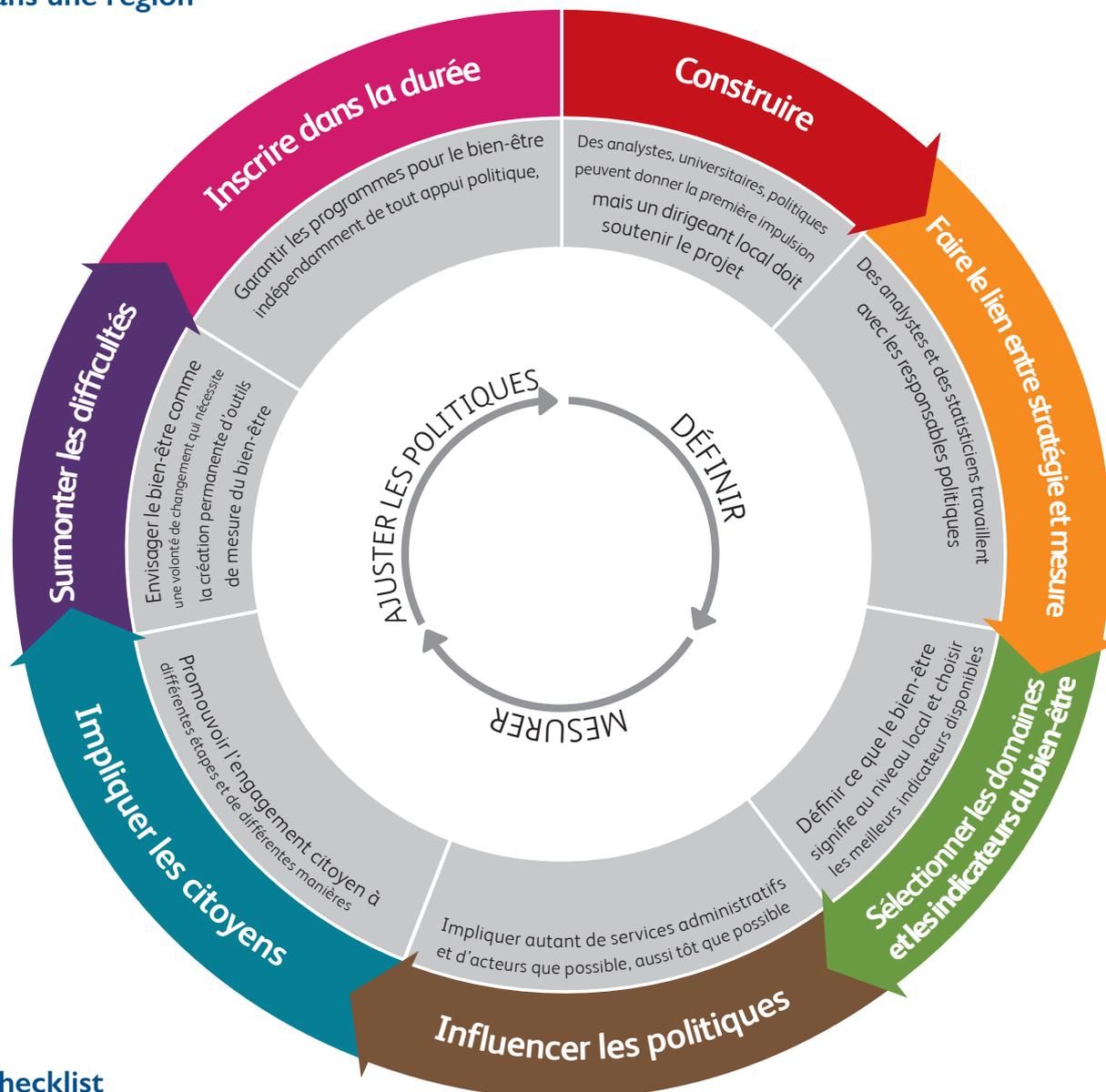
Le personnel du CIV du McCaughey Centre, à l'Université de Melbourne, apporte son soutien à des groupes et projets bénévoles et communautaires en les aidant à mesurer leur impact, à planifier et à identifier les réalisations par rapport aux objectifs en matière de bien-être à l'aide des données du CIV. Les indicateurs de bien-être sont également destinés à encourager l'implication de la communauté dans son ensemble et à renforcer l'efficacité des interventions locales.

8 Davern et al, « Best Practice Principles for Community Indicator Systems and a Case Study Analysis: How Community Indicators Victoria is Creating Impact and Bridging Policy, Practice and Research » (« Principes et bonnes pratiques en matière de systèmes d'indicateurs communautaires et analyse d'étude de cas : comment Community Indicators Victoria crée un impact et fait le lien entre politiques, pratique et recherche »), février 2016, publié en ligne dans la catégorie « Recherches sur les indicateurs sociaux »

Le processus de création d'un programme pour le bien-être

Les régions et les villes qui se sont engagées dans la création de programmes durables et d'outils de mesure du bien-être ont dû passer par un certain nombre d'étapes. La figure 4 ainsi que la liste qui l'accompagne résumant ces étapes, qui ne sont souvent pas séquentielles, mais se superposent et sont continues sur la durée.

Figure 4 : Les étapes de création d'un programme pour le bien-être dans une ville ou dans une région



Checklist

- Lancer un programme pour le bien-être**
 Des analystes, universitaires, responsables politiques peuvent donner la première impulsion, mais un dirigeant local doit soutenir l'initiative.
- Faire le lien entre stratégie et mesure**
 Des analystes et des statisticiens travaillent avec les décideurs en matière de politiques publiques.
- Sélectionner les domaines et les outils de mesure du bien-être**
 Définir ce que le bien-être signifie au niveau local et choisir les meilleurs indicateurs disponibles.
- Influencer les politiques**
 Impliquer autant de services administratifs et d'acteurs que possible, aussi tôt que possible.
- Impliquer les citoyens**
 Promouvoir l'engagement citoyen à différentes étapes et de différentes manières.
- Surmonter les difficultés**
 Envisager le bien-être comme une volonté de changement qui nécessite la création permanente d'outils de mesure du bien-être.
- Inscrire un programme pour le bien-être dans la durée**
 Garantir la poursuite des programmes relatifs au bien-être indépendamment de tout appui politique.



CHAPITRE 1. LANCER UN PROGRAMME RELATIF AU BIEN-ÊTRE AU NIVEAU DES VILLES ET DES RÉGIONS

Aspect clé n° 1 : Les analystes de données des autorités locales, les universitaires, les élus ou les fonctionnaires peuvent tous amorcer la création d'un programme relatif au bien-être.

Aspect clé n° 2 : Avec le soutien d'un dirigeant de l'administration locale, tel qu'un maire, la portée d'un programme a plus de chance de s'étendre à l'intégralité du gouvernement.

Il existe plusieurs types de points de départ pour la création de matrices et de politiques intégrées relatives au bien-être. Dans certaines villes et régions, tout a commencé dans des bureaux statistiques, alors que dans d'autres régions, des politiciens en sont à l'origine, à l'image du gouverneur de Morelos, au Mexique, (voir étude de cas n° 6) ou du ministre écossais des Finances et de l'Économie.

Dans certaines régions, la question du bien-être s'est imposée petit à petit. À Toronto, par exemple, l'unité de recherche du service du développement social a recueilli des données pendant plus de dix ans sur des stratégies spécifiques menées à l'échelle des quartiers. Avec le temps, d'autres services administratifs de la ville se sont intéressés à ces analyses, et le programme « Wellbeing Toronto » a

été lancé en 2010. Dans le cadre de ce programme, on a commencé par consulter les citoyens sur leur vision du bien-être avant de définir dix domaines et les indicateurs sous-jacents.

Un autre exemple de service de recherche à l'origine d'initiatives est Somerstat, à Somerville, aux États-Unis, où le directeur a eu l'idée de réaliser un sondage sur le bien-être à la suite du débat intitulé What Matters? (« Qu'est-ce qui compte ? ») et après le lancement du programme relatif à la mesure du bien-être au Royaume-Uni (« Measuring National Well-being programme »)⁹.

En Italie aussi, des bureaux statistiques sont à l'origine d'évolutions. Le bureau statistique national italien (ISTAT) encourage la création de programmes municipaux pour le bien-être basés sur le cadre multidimensionnel régional en la matière (BES)¹⁰.

Lorsque des chercheurs ou des initiatives nationales sont à l'origine d'initiatives concernant le bien-être, un engagement fort de la part d'une personnalité politique locale est important. L'importance revêtue par l'implication du conseil municipal et de son dirigeant dans l'intégration du bien-être dans l'administration locale est confirmée par plusieurs exemples, ne serait-ce qu'en Angleterre, en Italie, au Danemark-du-Sud et aux États-Unis. À Somerville, le Mayor's Office of Innovation and Analytics (« bureau du maire pour l'innovation et l'analytique ») a rapidement impliqué le maire dans son projet de sondage sur le bien-être.

L'un des maires adjoints ayant supervisé la création d'un tableau de bord du bien-être, initiée par ISTAT en Italie, déclare :

« Je pense que ce qui est important, c'est l'engagement politique du maire ».

Avec un leadership du sommet de la hiérarchie (des autorités locales, régionales ou municipales), la mesure du bien-être et les stratégies en la matière sont plus susceptibles de concrétiser leur potentiel et d'aller plus loin que l'indicateur lié au PIB en se concentrant sur l'émancipation de la société. Si le bien-être devient un simple projet parmi tant d'autres, il ne sera pas en mesure de perdurer et d'être pris en compte dans la prise de décision à haut niveau.

9 Bureau de la statistique nationale britannique (*Office of National Statistics*, ONS) (2011) *Measuring What Matters* (« Mesurer ce qui compte »). Londres.

10 Le BES (*Benessere Equo e Sostenibile*) est une initiative nationale lancée par l'Institut national de la statistique italien (ISTAT) et par le Conseil national italien pour l'économie et le travail (CNEL). Elle est destinée à identifier un ensemble d'indicateurs pour mesurer le « bien-être équitable et durable » en Italie.



ÉTUDE DE CAS N° 6 : ÉVALUATION DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉTAT À MORELOS, MEXIQUE

L'État de Morelos, au Mexique, intègre la question du bien-être au cœur de la démarche de promotion du développement social supervisée par son gouverneur. Après son élection, le gouvernement régional actuel a commencé à actualiser le State Development Plan en y ajoutant des objectifs clés : s'attaquer à la criminalité, consolider les règles de droit, contribuer au bien-être et améliorer la qualité de vie. Le ministère des Finances a dirigé la création du plan, de ses objectifs et des indicateurs de progrès. La mise en place de ce plan est passée par une consultation des citoyens et par la promotion de politiques publiques plus collaboratives ; elle a également nécessité de renforcer les moyens d'évaluation des avancées vers les objectifs du plan.



CHAPITRE 2. FAIRE LE LIEN ENTRE STRATÉGIE ET MESURE : ENCOURAGER LA COLLABORATION ENTRE LES STATISTIENS ET LES RESPONSABLES POLITIQUES

Aspect clé n° 3 : Si les analystes et les statisticiens du bien-être travaillent avec les responsables politiques, un programme relatif au bien-être constitue une structure pour l'évaluation des politiques et la mesure des progrès.

Les programmes relatifs au bien-être se positionnent à l'intérieur et à l'extérieur des autorités. Au cœur des administrations, les programmes en matière de bien-être ancrés dans les composantes transversales ou influentes des autorités permettent d'atteindre plusieurs services et départements. On trouve des exemples d'initiatives ancrées de manière centrale dans les conseils municipaux ou les bureaux des maires aux États-Unis (à Somerville ou Santa Monica), dans des villes européennes et dans le Service pour le développement social de Toronto. Si initier des programmes relatifs au bien-être au sein d'un service transversal peut accélérer son acceptation, il demeure nécessaire de communiquer avec les responsables politiques des autorités locales très tôt dans le processus afin d'inciter ceux-ci à s'impliquer.

Dans beaucoup de cas, les administrations sont encouragées et incitées à créer des programmes et des systèmes d'évaluation du bien-être par des universités ou des instituts de statistiques (l'ISTAT en Italie ; l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, en Belgique ; l'Université de Waterloo, à Guelph, Canada, ou l'Université de Melbourne, à Victoria, Australie). Le partenariat entre l'IWEPS et la Wallonie est décrit dans l'étude de cas n° 7. Dans plusieurs cas, les institutions universitaires ont contribué à créer des sondages nouveaux et complémentaires afin de mesurer le bien-être, notamment le bien-être subjectif.

Lorsque les approches et les données relatives au bien-être viennent de sources extérieures aux administrations, la difficulté est de susciter une adhésion au sein de celles-ci. Cet élément est important pour créer des indicateurs de bien-être, mais aussi pour intégrer les informations obtenues dans les politiques. Les analystes doivent avoir accès aux données de référence et d'évaluation des différents services et départements, ce qui est plus difficile lorsque les données ne sont pas ouvertement disponibles, que les analystes

sont externes à l'administration ou que les services du gouvernement ne se sont pas impliqués dans l'initiative. Les analystes qui travaillent au sein des administrations facilitent l'établissement de liens étroits entre les statisticiens et ceux qui décident des politiques. En Écosse, par exemple, les analystes du bien-être du *National Performance Framework* travaillent au sein du *Office of the Chief Statistician* (« bureau du chef statisticien »), considéré comme fiable sur le plan analytique, ce qui leur permet d'accéder à des données issues de tous les services gouvernementaux.



ÉTUDE DE CAS N° 7 : TRAVAIL EN PARTENARIAT EN WALLONIE, BELGIQUE

En 2009, la région de Wallonie a créé un plan de cohésion sociale dans le cadre du programme du Conseil de l'Europe, qui met en évidence que la cohésion sociale d'une région est déterminée par sa capacité à promouvoir la question du bien-être.

Dès la naissance de ce plan, les administrations régionales ont formé un partenariat étroit avec l'institut de la statistique, l'IWEPS. Ensemble, ils ont développé des indicateurs en matière de santé et de bien-être. Sur la base de ce travail, le gouvernement régional a reconnu l'intérêt de mesurer d'autres éléments que les progrès sur le plan économique. On a d'abord recueilli les idées relatives au bien-être de 16 000 citoyens. Les éléments identifiés comme importants par la population ont été regroupés dans 30 domaines du bien-être liés au plan de cohésion sociale. Les domaines du bien-être sont mesurés à l'aide de données administratives et de recensement, ce qui contribue au suivi et à l'évaluation du plan. Les résultats :

« des politiques qui répondent beaucoup mieux aux problèmes »,

« des politiques pertinentes et intéressantes ».

(un employé de l'IWEPS)



CHAPITRE 3. SÉLECTIONNER LES DOMAINES ET LES OUTILS DE MESURE DU BIEN-ÊTRE AU NIVEAU DES VILLES ET DES RÉGIONS

Aspect clé n° 4 : Partir d'un cadre théorique, tout en définissant ce que le bien-être signifie pour les parties prenantes et les communautés locales et se mettre d'accord sur les meilleurs indicateurs disponibles avec un ensemble d'acteurs.

L'élaboration d'un cadre théorique constitue un point de départ classique en ce qui concerne les politiques et les outils de mesure du bien-être. Ce cadre peut être fondé sur des modèles conceptuels existants comme la « carte de l'habitat local humain en matière de santé » (Health Map for the Local Human Habitat)¹¹ utilisée à Newcastle, ou encore le cadre méthodologique SPIRAL du Conseil de l'Europe¹² utilisé en Wallonie. La création d'un cadre conceptuel peut également se fonder sur une évaluation des indicateurs du bien-être et des politiques en la matière réalisée ailleurs. Les domaines du bien-être définis dans le cadre de ces programmes sont généralement identiques ou comparables aux dimensions établies par le programme de l'OCDE relatif au bien-être régional. Des indicateurs étroitement liés à ces domaines sont ensuite recherchés.

Si le cadre théorique sous-tend le choix des indicateurs, la sélection de ceux-ci constitue souvent un processus pragmatique. Peu d'initiatives en matière de bien-être se voient dédier des financements ; elles utilisent donc des indicateurs préexistants.

« Nous essayons vraiment d'utiliser des données existantes. Vous savez, en période d'austérité, nous n'avons pas les moyens de recueillir de grandes quantités d'informations. »

PERSONNE SUPERVISANT UNE
INITIATIVE EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE DANS
UNE VILLE

Les données disponibles sont généralement des données objectives relatives au bien-être recueillies aux niveaux communautaire, municipal ou de la ville, régional ou national. Pour mesurer le bien-être de manière plus complète, des indicateurs subjectifs peuvent venir s'ajouter à certains domaines. Les régions et les villes telles que le Danemark-du-Sud, la ville de Santa Monica, aux États-Unis (voir étude de cas n° 8), la Wallonie, ou encore la ville de Guelph, au Canada, ont spécialement créé des sondages ou des panels citoyens afin de prendre en compte cette dimension subjective. À Somerville, aux États-Unis, l'étude du bien-être subjectif est au cœur de l'analyse : les résultats du sondage concernant le bonheur sont comparés aux données de recensement afin d'étudier les facteurs potentiellement liés au bonheur (voir étude de cas n° 9).

La mesure du bien-être régional et municipal comprend la consultation des citoyens, à des degrés divers et à différents moments. Cette consultation sert à définir les domaines du bien-être local en demandant aux citoyens ce que la notion de bien-être signifie pour eux (voir étude de cas n° 7, chapitre précédent), mais aussi pour impliquer directement les citoyens une fois le programme et le système d'évaluation mis en place. (Voir chapitre 5 pour plus de détails).

Les indicateurs du bien-être se présentent sous différentes formes. Les indices composites, qui combinent et amalgament des données multidimensionnelles, fournissent un aperçu unique et harmonisé, mais permettent difficilement d'analyser la situation dans chaque domaine du bien-être. Certains indices mesurent le bien-être à l'aide d'un seul chiffre (comme l'indice des conditions du bien-être en Wallonie, ICWP¹³ ou l'indice canadien du mieux-être¹⁴). Les indices composites servent de point d'accès aux données, à partir desquelles il est possible d'examiner les indicateurs qui les composent.

11 Barton, H. and Grant, M., (2006) *A health map for the local human habitat*, *Journal of the Royal Society for the Promotion of Public Health*, 126 (6) pp252-261.

12 SPIRAL est l'acronyme de *Societal Progress Indicators and Responsibilities for All* (« Indicateurs de progrès de la société vers la responsabilité de tous ») <http://oecd-we-wikitest-cs.cloudapp.net/data/dataset/spiral-social-progress-indicators-for-the-responsibility-of-all>

13 « Les indicateurs complémentaires au PIB – ICWB », avril 2014, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS)

14 Indice canadien du mieux-être (2012), « Comment vont réellement les Canadiens ? » (*How are Canadians Really Doing?*) Ontario, Université de Waterloo <https://uwaterloo.ca/canadian-index-wellbeing/>



ÉTUDE DE CAS N° 8 : CRÉATION DU PROJET « BIEN-ÊTRE » À SANTA MONICA

Le projet « Bien-être » a débuté par des recherches sur les programmes en matière de bien-être en place dans le monde et par la création d'un ensemble de dimensions du bien-être potentielles pour la ville. Un groupe international d'experts a été constitué pour étudier ces domaines ainsi que les indicateurs associés dans une perspective locale. Les membres de la communauté ont ensuite examiné ces dimensions et indicateurs. Six dimensions ont été sélectionnées pour l'indice du bien-être, dont cinq relatives aux conditions du bien-être et une sixième relative à la perception du bien-être, qui prend en compte l'opinion des gens.

Un processus de cartographie a été réalisé afin d'identifier les domaines pour lesquels des mesures étaient déjà disponibles et ceux qui nécessitaient d'obtenir de nouvelles données (notamment grâce à un travail de sondage). Un sondage a été réalisé parmi les nouveaux résidents, le City of Santa Monica Wellbeing Survey¹⁶, afin de compléter les données administratives municipales issues des programmes ou encore des réseaux sociaux.

Un travail de fond consiste à modifier la nature des données de routine collectées par la ville pour correspondre davantage au programme pour le bien-être.

Une présentation sous forme de tableau de bord constitue une autre option permettant de donner plus de détails sur un ensemble d'indicateurs, par exemple¹⁵. L'approche « tableau de bord » a été adoptée par l'OCDE dans sa publication *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être, 2013*. Beaucoup de régions et de villes expriment les données relatives au bien-être à l'aide de tableaux de bord, qui permettent de présenter les résultats d'indicateurs individuels et, par extension, les domaines ou les résultats auxquels ils se rapportent. Les villes de Gênes (Italie) et Newcastle (Royaume-Uni), les régions écossaises (Royaume-Uni) et Morelos (Mexique) constituent des exemples d'approches « tableaux de bord ».

15 J. Wallace et Schmucker, 2012, *Shifting the Dial*, p. 8, encadré 1.2

16 Lancé pour la première fois en septembre 2014.



CHAPITRE 4. INFLUENCER LES POLITIQUES : RENFORCER L'IMPACT DES PROGRAMMES RELATIFS AU BIEN-ÊTRE

Aspect clé n° 5 : Communiquer avec les services gouvernementaux et les autres acteurs, les impliquer et inciter leur adhésion aussi tôt que possible dans le processus de création du programme pour le bien-être.

Les programmes pour le bien-être donnent souvent lieu à une discussion autour du « pourquoi » : pourquoi cette tendance ? Pourquoi y a-t-il eu un changement dans un indicateur ?

L'analyse de ce qui se cache derrière les statistiques influence considérablement la conception des politiques publiques. Elle déplace le débat et permet de dépasser la simple question économique ou spécifique aux services ; en aidant les responsables politiques à comprendre les conditions qui déterminent le bien-être des communautés et les paramètres qui peuvent être source de problèmes, elle permet une prise de décision plus impartiale.

Le cycle de mesure du bien-être peut servir d'outil d'évaluation au sein des administrations. En Écosse, par exemple, si un indicateur connaît une amélioration ou un déclin, les décideurs en matière de politiques publiques, qui supervisent le programme relatif au bien-être, examinent les raisons de ce changement avec les services gouvernementaux concernés.

Dans plusieurs régions et villes telles que Morelos, au Mexique, ou Somerville, aux États-Unis (voir étude de cas N° 9), un département basé au sein du ministère des Finances ou du Service financier supervise les performances du programme relatif au bien-être. Le programme influence ainsi les actions grâce à son pouvoir de levier sur les budgets.

Si un lien fort avec les processus budgétaires est susceptible d'augmenter l'impact des programmes liés au bien-être, toutes les administrations ou organisations ne lancent pas ces programmes depuis le ministère des finances et elles ne sont pas forcément en mesure de peser sur les budgets. Ensuite, un dialogue permanent et des relations et partenariats solides sont importants pour influencer les politiques et les programmes. Cet aspect est visible dans plusieurs régions, notamment à Santa Monica, où l'on cherche à étendre la portée du projet « bien-être » à tous les services de la ville ; dans le partenariat établi entre la ville de Ballarat et Community Indicators Victoria, basé dans un centre de recherches de l'Université de Melbourne ; au Danemark-du-Sud, où le bureau des statistiques national, en consultation avec les municipalités, est en train de créer une stratégie pour la croissance et le bien-être régional.



ÉTUDE DE CAS N° 9 : TRAVAILLER AVEC LES SERVICES MUNICIPAUX AFIN D'INFLUENCER LES DÉCISIONS À SOMERVILLE, ÉTATS-UNIS

À Somerville, il y a plus de dix ans, la directrice de Somerstat a eu l'idée de faire un sondage à propos du bonheur. Elle a rapidement discuté de cette idée avec le maire et a obtenu son accord.

Somerstat, basé dans le bureau du maire pour l'innovation et analytique (Mayor's Office for Innovation and Analytics), gère et interprète les données de la ville. Somerstat établit donc le budget de la ville, travaille en partenariat avec les directions des services et est impliqué dans les discussions relatives aux politiques publiques et aux programmes ainsi que dans la distribution des financements.

Lorsqu'un indicateur de satisfaction issu du sondage sur le bonheur peut être corrélé à un ou plusieurs facteurs distincts, Somerstat partage ces informations et est en mesure d'influencer les décisions relatives aux financements. Des ressources plus importantes ont par exemple été allouées au service responsable de la circulation et du stationnement lorsque le sondage a révélé une forte corrélation entre stationnement et satisfaction à l'échelle des quartiers et de la ville.



CHAPITRE 5. IMPLIQUER LES CITOYENS : CONSULTER ET COMMUNIQUER SUR LES PROGRAMMES POUR LE BIEN-ÊTRE AU NIVEAU DES VILLES ET DES RÉGIONS

Aspect clé n° 6 : Promouvoir l'engagement citoyen à plusieurs étapes et de différentes manières : pour définir ce que signifie le bien-être, en présentant des données relatives au bien-être sous une forme simplifiée et en fournissant des outils en ligne et interactifs.

Certaines régions amorcent leurs programmes en demandant à la population ce que signifie le bien-être et les paramètres qui déterminent leur bien-être. Des villes, comme Toronto, ont consulté des organisations locales non gouvernementales, alors que d'autres, comme Santa Monica, ont demandé des conseils à des groupes issus de la communauté à propos des indicateurs que la ville devrait utiliser pour mesurer le bien-être.

La difficulté liée au fait de travailler avec des groupes et des organisations caritatives de la société civile réside dans leur degré de représentativité de la population en général. C'est particulièrement le cas dans certaines régions où des groupes ou des individus militants très visibles sont susceptibles de dominer le débat.

Dans l'idéal, une consultation étendue et en profondeur au début du processus doit inciter l'engagement citoyen, comme en Wallonie, où l'Institut de la statistique a beaucoup échangé avec la population au cours de la phase de définition des domaines du bien-être. Les sondages de la population ont permis de sensibiliser les gens aux stratégies en matière de bien-être à Newcastle et à Somerville, par exemple.

Si le potentiel de la consultation citoyenne sur le plan de la sensibilisation au bien-être est admis, l'engagement nécessaire de la part des autorités locales semble constituer un facteur limitant :

« Nous pourrions accomplir des choses incroyables en impliquant les citoyens, mais nous ne disposons pas des ressources pour le faire »

PERSONNE IMPLIQUÉE DANS UNE INITIATIVE EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE COMMUNAUTAIRE

En plus des consultations sur la question des domaines et des indicateurs, les citoyens peuvent également être impliqués une fois que les programmes en matière de bien-être sont mis en place. Des villes telles que Toronto et Somerville sensibilisent la population en mettant en place des boucles de retour d'informations qui permettent de partager les données et les résultats des sondages et de discuter de ceux-ci avec les communautés. Rendre les données relatives au bien-être facilement accessibles accroît la transparence des administrations, notamment si les données sont prises en compte dans la prise de décisions, comme c'est le cas à Gênes (voir étude de cas n° 10). Des prises de décision plus transparentes donnent aux citoyens la possibilité de demander des comptes à leur gouvernement, ce qui est facteur de confiance.

Présenter les mesures du bien-être de manière continue, simple, attractive et accessible encourage l'engagement citoyen dans les politiques en matière de bien-être. Les villes élaborent donc des approches accessibles, plus ou moins détaillées, pour communiquer sur le bien-être avec le public et les responsables politiques. Les sites internet interactifs tels que le [CIV](#), [Santa Monica Wellbeing](#), [London Ward Wellbeing Scores](#) ou le [Wellbeing Toronto Tool](#) incitent tous les utilisateurs à « se connecter avec leur ville » ; sur beaucoup de ces sites, vous pouvez compiler des rapports en direct et visualiser des cartes ou les profils de bien-être pour des régions précises.

Stimuler l'engagement citoyen grâce à des politiques relatives au bien-être confirme la position de beaucoup d'administrations qui pensent que le rôle sur le déclin de l'État (par exemple par rapport aux services de santé) est un signe que les communautés et les individus doivent être plus responsables du bien-être. L'expérience des régions et des villes des programmes pour le bien-être montre néanmoins que la promotion de l'engagement citoyen nécessite une planification et un effort importants.



ÉTUDE DE CAS N° 10 : RÉDUIRE LES CONFLITS INTERNES LIÉS AUX RESSOURCES À GÈNES, EN ITALIE

Les maires adjoints de la ville de Gênes, en Italie, ont lancé une initiative en matière de bien-être afin de créer un tableau de bord des indicateurs destiné à permettre des prises de décision plus impartiales dans les municipalités métropolitaines. Le processus a été supervisé par le service chargé de la santé, du bien-être et du logement dans le but de fournir une base plus concrète et transparente pour les politiques de santé locales. Le service souhaitait apporter des modifications dans les programmes compte tenu de l'impact des crises économiques sur la santé et le bien-être de ses citoyens, mais se heurtait à la résistance des prestataires de santé. L'avantage clé de la création de ce tableau de bord a été de rendre la prise de décision plus transparente et d'atténuer les conflits entre les différents districts dans un contexte où leurs présidents avaient tendance à contester les dépenses d'autres districts. L'initiative a également concentré et utilisé plusieurs grandes bases de données locales.

La création du tableau de bord, la consultation avec le personnel administratif de la ville, les travailleurs sociaux, les syndicats, le secteur caritatif et les prestataires de services ont permis de rassembler différents acteurs et de couvrir les différents secteurs, les politiques publiques et les pratiques.



CHAPITRE 6. SURMONTER LES DIFFICULTÉS : ÉTABLIR DES PROGRAMMES POUR LE BIEN-ÊTRE CONSTITUE UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT

Aspect clé n° 7 : La création d'un programme relatif au bien-être doit être vue comme une volonté de changement nécessitant du temps et des ressources.

Aspect clé n° 8 : Développer de manière continue des outils de mesure du bien-être adaptés nécessite la création d'indicateurs appropriés qui reflètent les changements dans le bien-être et qui donnent accès à des données suffisamment détaillées.

Beaucoup de figures du domaine du bien-être, chercheurs ou décideurs en matière de politiques locales, déclarent qu'intégrer le bien-être dans les politiques requiert une nouvelle façon de penser. Les administrateurs et les représentants élus sont susceptibles de faire des conclusions hâtives en jugeant que le bien-être est une question de satisfaction ou de bonheur personnel, et que le bien-être relève par conséquent de la responsabilité du service de santé, pas de la leur. L'une des difficultés liées à la mise en œuvre de programmes en matière de bien-être réside dans le fait de convaincre les gens de la portée étendue de cette question :

« le défi le plus important découle du fait qu'il s'agit d'un changement culturel, mais aussi de changer les cœurs et les esprits »

PERSONNE TRAVAILLANT AU SEIN D'UNE
AUTORITÉ LOCALE

Selon les responsables politiques, pour promouvoir les politiques et la mesure du bien-être, il faut

« essayer de l'envisager comme une volonté de changement culturel qui s'oppose à la démarche que nous avons toujours suivie »

PERSONNE SUPERVISANT UNE
INITIATIVE EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE DANS UNE
VILLE

La mesure du bien-être s'appuie fortement sur les données existantes. Ceci entraîne plusieurs difficultés :

1. Choisir ce qu'on mesure. Lorsque les domaines du bien-être et les objectifs de la stratégie sont définis, la question qui se pose concerne le choix des éléments qui indiquent le mieux les avancées vers les objectifs. Il y a l'éternel problème de savoir à quel point les indicateurs sélectionnés (disponibles) reflètent un réel

changement en matière de bien-être (voir étude de cas n° 11).

2. Disponibilité des données. Il existe peut-être une culture « fermée » dans les actes des autorités pour empêcher le partage des données ; dans une ville, c'est la législation nationale relative à la protection de la vie privée qui constitue un obstacle alors que dans une autre, l'autorité chargée des statistiques nationales vendait (auparavant) l'accès aux données. Les régions et les villes contournent ces obstacles en réduisant leur liste idéale des indicateurs sélectionnés (pour les domaines du bien-être) à ceux qui sont disponibles gratuitement. La pression de plus en plus forte de ces dix dernières années au niveau international en faveur de la transparence des données a contribué à rendre les données plus accessibles.
3. Profondeur des données. Les régions et les villes ont du mal à trouver des données suffisamment détaillées à leur niveau, notamment lorsque les villes s'intéressent aux différences entre les quartiers ou les municipalités. À Toronto, par exemple, Vital Signs (« Signes vitaux »), une initiative d'ampleur nationale et municipale, a plus facilement accès aux données que Wellbeing Toronto n'a accès aux informations au niveau communautaire.
4. Impact sur la prise de décisions. Les régions et les villes constatent que leur impact sur le bien-être est limité par leur manque de contrôle sur la prise de décision en matière de politiques (par exemple concernant la santé) ou sur les budgets ; c'est valable lorsque des autorités plus haut placées contrôlent les dépenses liées aux services qui influencent le bien-être.

« Le principal problème réside dans le fait que la région elle-même n'a pas réellement de pouvoir de prise de décision dans beaucoup de domaines importants pour la qualité de vie »

PERSONNE TRAVAILLANT AU SEIN D'UN
SERVICE RÉGIONAL POUR
LA STRATÉGIE ET L'ANALYSE

Ceci implique que l'impact des programmes pour le bien-être serait plus important si les différents niveaux d'autorité (nationaux, régionaux, locaux) coordonnaient davantage leurs aspirations et leurs mesures concernant le bien-être.



ÉTUDE DE CAS N° 11 : MESURER LE BIEN-ÊTRE AU NIVEAU DES QUARTIERS À TORONTO, CANADA

En 2010, le service de développement social de la ville de Toronto a lancé le projet Toronto Wellbeing, qui rassemble et analyse des données à l'échelle des quartiers, regroupées dans dix domaines du bien-être.

Comme c'est le cas pour d'autres initiatives en la matière, il n'est pas évident d'imputer avec certitude les changements révélés par un indicateur, au fil du temps, à un changement dans les politiques publiques. Si Toronto mesure par exemple les niveaux de pauvreté et est doté d'une stratégie de lutte contre la pauvreté (qui représente environ 4 % de son budget), il est difficile de savoir dans quelle mesure les changements observés grâce aux indicateurs de la pauvreté sont imputables à cette stratégie.

Cette question de l'imputabilité constitue l'une des raisons pour lesquelles Wellbeing Toronto considère que lier directement indicateurs et performances peut se révéler problématique ; cela peut également être perçu comme une volonté de gérer les performances d'un individu en particulier. Désormais bien établi, Wellbeing Toronto est en train de mettre en place un système de suivi destiné à évaluer les politiques et les services en fonction des données de référence.



CHAPITRE 7. INSCRIRE DANS LA DURÉE : FAIRE DES AJUSTEMENTS ET ASSURER LA LONGÉVITÉ

Aspect clé n° 9 : Garantir les programmes pour le bien-être indépendamment de tout appui politique.

Dans le cadre d'un processus d'accès au bien-être efficace, les indicateurs du bien-être font l'objet d'un suivi sur la durée et sont pris en compte dans les politiques et les programmes qui influencent le bien-être.

Garantir la longévité des programmes relatifs au bien-être constitue un défi. Dans beaucoup de cas, une personnalité politique connue agit en tant que sponsor pour les programmes de l'administration, ce qui donne la première impulsion au processus. Dans les démocraties représentatives, l'implication politique est toutefois risquée ; la question du bien-être peut être perçue comme une problématique associée à un parti, qui ne doit donc pas être revendiquée par d'autres partis. Plusieurs études de cas mettent en évidence que la défense de la problématique du bien-être doit être assurée indépendamment de tout appui politique. À l'une des extrémités de l'échelle, cela est illustré par la position selon laquelle les initiatives relatives au bien-être doivent être entreprises sur la base des données et axées sur la mise à disposition de produits accessibles tels que des cartes et des profils.

Pour influencer les politiques de manière non partisane, un autre moyen (qui pourrait être combiné à une accentuation de la recherche) nécessite de placer la question du bien-être au cœur d'une vision commune du gouvernement dont la portée dépasse un parti politique ou une personnalité politique. Pour y arriver, les administrateurs, les fonctionnaires des autorités et les responsables politiques doivent travailler en étroite collaboration. En Écosse, par exemple, le *National Performance Framework* est né grâce à la volonté du nouveau gouvernement de travailler selon une stratégie globale pour atteindre un ensemble réduit de cinq objectifs stratégiques associés à des changements organisationnels, tels que le passage d'une structure de services à une structure composée de divisions pour la fonction publique, en mettant davantage l'accent sur le travail en commun afin d'atteindre les objectifs globaux.

De tels changements structurels au sein de systèmes de gouvernance peuvent se prolonger au-delà d'un cycle politique et être facteur de durabilité. L'intégration du bien-être dans des structures parlementaires telles que le système de comités du Royaume-Uni et de ses territoires, est également facteur de durabilité.

Légiférer en exigeant des autorités qu'elles prennent en compte le bien-être, par exemple par l'intermédiaire de la législation écossaise relative à l'épanouissement communautaire (*Community*

Empowerment (Scotland) Act) de 2015, pourrait inciter à prendre en compte la question du bien-être. Les initiatives dans le domaine du bien-être externes aux autorités, comme celles observées en Australie, utilisent également la législation comme un moyen pour impliquer les autorités locales dans l'analyse du bien-être. La législation australienne en matière de santé publique et de bien-être au niveau municipal (*Municipal Public Health and Wellbeing Act*) de 2008 (Victoria) exige des municipalités qu'elles créent des politiques sur la base d'éléments de preuve concrets et l'initiative *Community Indicators Victoria (CIV)* a été en mesure de répondre à la nécessité de fournir ces éléments de preuve pour appuyer l'organisation locale des autorités.

Un programme relatif au bien-être aura plus de chances d'être durable si les politiques dans ce domaine sont acceptées par un large éventail d'acteurs non gouvernementaux, notamment par des groupes de la société civile et d'intérêts particuliers. Plus les acteurs sont impliqués, plus ils sont susceptibles de faire pression sur les autorités pour qu'elles portent et fassent perdurer le message du bien-être.



ÉTUDE DE CAS N° 12 : L'IMPACT D'UN CHANGEMENT DANS LA GOUVERNANCE A AFFECTÉ LA PROBLÉMATIQUE DU BIEN-ÊTRE À GUELPH, AU CANADA

La ville canadienne de Guelph a conclu un contrat avec le service universitaire responsable de l'indice canadien du mieux-être afin de créer des outils de mesure qualitatifs et quantitatifs destinés à évaluer le bien-être de la ville, mais également à réaliser un sondage à propos du bien-être. C'est un exemple positif de la manière dont une ville peut adapter ses activités en vue de contribuer au bien-être de la population. Le maire nommé a dirigé l'initiative *Guelph Wellbeing*. L'initiative *Guelph Wellbeing* a été dirigée par le maire, un responsable politique. Lorsqu'un parti d'opposition a accédé à la mairie, on a constaté une réaction violente contre *Guelph Wellbeing*, associé aux élus précédents et perçu par les nouveaux arrivants comme source de dépenses en période d'austérité. Le projet n'avait pas été suffisamment intégré pour qu'il perdure au niveau de la ville sans être associé à un quelconque parti politique. Si l'intérêt que certains administrateurs des bureaux de la ville et des organisations communautaires portent pour le projet n'a pas faibli, l'initiative a été publiquement interrompue avec le changement de l'administration locale.

CONCLUSION ET ÉTAPES SUIVANTES

Les études de cas sur lesquelles se fondent les présentes orientations mettent en évidence que la mise en place d'un programme relatif au bien-être a le potentiel d'entraîner des transformations d'un point de vue de la gouvernance.

Les gens se lancent dans la création d'un cadre pour diverses raisons : certains s'intéressent à la transparence et à la responsabilité, d'autres aux réformes du secteur public et au développement d'une gouvernance concertée, d'autres encore aux définitions du bien-être données par les communautés, et quelques-uns sont attirés par cette approche du fait de sa proximité avec la problématique du développement durable.

Dans les présentes orientations, nous avons décrit les étapes de la construction d'un programme relatif au bien-être pour une ville ou pour une région ; voici les aspects clés du processus à retenir.

- **Impulsion et leadership** : Les services administratifs, les agences non gouvernementales, les universitaires et les autres acteurs ont tous la possibilité de lancer une initiative relative au bien-être, mais pour que celle-ci soit adoptée par l'administration, il est important qu'un leader plus haut placé agisse comme sponsor pour les travaux.
- **Mesure** : Les analystes de données et ceux qui font les politiques doivent concevoir ensemble la politique en matière de bien-être pour une région. Les statistiques et les outils de mesures sont des moyens dédiés à un objectif : se focaliser sur les résultats et comprendre ce qui rend une société meilleure. Néanmoins, il est important que les mesures puissent être perçues comme fiables.
- **Consultation** : il est important d'inclure les citoyens dans le processus en les consultant de façon généralisée à propos de ce que le bien-être signifie pour eux et en communiquant de la bonne manière sur l'initiative.
- **Durabilité** : Impliquer les citoyens et avoir une voix extérieure forte contribue à garantir l'existence de l'initiative pour le bien-être sur le long terme même si le responsable politique ou l'administration qui en est à l'origine n'est plus en poste. Un programme relatif au bien-être garanti indépendamment de tout appui politique, par le biais de législations ou de structures gouvernementales par exemple, est plus susceptible de perdurer dans le temps.

Malgré leurs origines diverses, les programmes pour le bien-être partagent tous de nombreux thèmes communs dans la manière dont ils sont créés. La nécessité d'un leadership politique au niveau local occupe une position centrale dans ces thèmes.

Ces programmes pour le bien-être peuvent être perçus en surface comme des projets à valeur indicatrice dont l'intérêt est limité en dehors des services statistiques. Toutefois, en pratique, pour changer la manière dont nous mesurons les avancées au sein des communautés, nous devons changer notre perception du rôle des autorités et de la façon dont nous pouvons contribuer aux transformations grâce à des systèmes complexes. Le leadership politique est nécessaire pour s'assurer que les programmes en matière de bien-être « restent d'actualité » et sont en mesure de donner lieu à de réels changements durables dans les aspects qui comptent pour les citoyens et les autorités.

L'utilisation de ce type de programmes en est encore à ses balbutiements aux niveaux national et local. En élaborant les présentes orientations, si nous avons beaucoup appris sur comment créer un programme en matière de bien-être, le nombre d'exemples d'impact réel sur les politiques est limité. L'OCDE et le Carnegie UK Trust ont pu identifier et étudier un certain nombre de programmes régionaux relatifs au bien-être, mais nous sommes conscients que de nombreux autres systèmes, qui en sont encore aux premiers stades de leur conception, vont se mettre en place et fonctionner de manière inaperçue. Il est essentiel que nous connaissions l'existence d'autant d'initiatives que possible afin de pouvoir apprendre de celles-ci. Nous souhaitons continuer à rassembler les éléments de preuve qui montrent que dans certains cas, la question du bien-être pousse les autorités à s'intéresser à leur impact et être plus transparentes et redevables envers les citoyens.

Pour souligner les exemples de programmes qui fonctionnent déjà ou qui démarrent à tous les niveaux (communautaire, autorités locales, quartiers, villes et régions), nous avons conçu un système de « production participative » (ou crowdsourcing) destiné à faire l'inventaire de ces exemples sur le plan international. Nous espérons que cela permettra de mettre en évidence beaucoup d'autres exemples et de partager avec vous les meilleures pratiques émergentes pendant les mois et les années à venir.

Aidez-nous à enrichir notre recueil d'exemples de bonnes pratiques en soumettant votre programme relatif au bien-être sur <http://www.carnegieuktrust.org.uk/project/measuring-what-matters/>

ANNEXE

Dans le cadre des présentes orientations, les dirigeants des organisations ci-dessous nous ont répondu.

- *Subsecretaria de Planeacion*, Morelos, Mexique, membre de l'*Academia de ciencia y humanidad del estado de Morelos* ; doyen du *Colegio de Morelos*, Mexique
- *Social Policy Analysis & Research*, ville de Toronto, Canada
- *Community Data Group*, Mothercraft, Toronto
- Directeur du RAND Cooperation Justice, Infrastructure, and Environment, ville de Santa Monica, États-Unis.
- Directeur adjoint, ville de Santa Monica
- *Intelligence Department* de l'Autorité du Grand Londres (*Greater London Authority*)
- *Wellbeing for Life Development Lead*, ville de Newcastle, Royaume-Uni.
- Gouvernement régional de Wallonie, Belgique, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, IWEPS
- Directeur divisionnaire du gouvernement écossais, direction de la Performance Unit, gouvernement écossais
- *Scottish Environment LINK*
- Directeur, *Indice canadien du mieux-être*, Université de Waterloo, Guelph, Canada
- *Department of Strategy and Analysis*, Danemark-du-Sud
- Président du conseil régional du Danemark-du-Sud
- *Major's Office of Innovation and Analytics*, SomerStat, Somerville, États-Unis
- *Professor Associato di Economia aziendale*, Université de Gênes, *Dipartimento di Economia*, et maire de Gênes, Italie
- Maire adjoint et collègues de la municipalité de Bologne, Italie
- *Istituto Nazionale di Statistica*, ISTAT, Italie
- Directeur de l'initiative *Community Indicators Victoria*, chercheur (*Senior Fellow*) du *McCaughey VicHealth Unit for Community Wellbeing* Melbourne, Australie

Rapports de l'étude de cas « Comment va la vie dans votre région ? » inclus dans l'analyse :

- OCDE (2014), *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*. Éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-en>
- OCDE (2014), « État de Morelos (Mexique) », *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques*, éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-11-en>
- OCDE (2014), « Région du Danemark-du-Sud (Danemark) », *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques*, éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-8-en>
- OCDE (2014), « Ville de Newcastle (Royaume-Uni) », *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques*, éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-13-en>
- OCDE (2014), « Province de Rome (Italie) », *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques*, éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-9-en>
- OCDE (2014), *Utiliser les indicateurs du bien-être dans la conception de politiques publiques : Région du Nord des Pays-Bas, Pays-Bas*. Éditions OCDE, Paris. Consultable sur <http://www.oecd.org/regional/regional-policy/north-of-the-netherlands-case-study.pdf>
- OCDE (2014), « Région de la Sardaigne (Italie) », *Comment va la vie dans votre région ? Mesurer le bien-être régional et local pour la conception des politiques publiques*, éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264217416-10-en>

RÉFÉRENCES

Les documents de référence sont pour la plupart des dossiers envoyés par des répondants qui fournissent des informations supplémentaires à propos des programmes relatifs au bien-être pour les études de cas de villes ou de régions.

Carnegie UK Trust (2015), *Towards a Wellbeing Framework: Findings from the Roundtable on Measuring Wellbeing in Northern Ireland*

Carnegie UK Trust et IPPR North (Institut de recherche en politiques publiques du nord de l'Angleterre) (2012) *Shifting the Dial: From wellbeing measures to policy and practice*

Dossier sur la ville de Guelph (novembre 2014) *The Guelph difference: Guelph Wellbeing*

R.P. Dameri, Université de Gênes et P. Giacomini, municipalité de Gênes (aucune date) *Defining a territorial dashboard to support local welfare City of Genova, Italy*, fourni par l'auteur.

M. Davern, L. Gunn, B. Giles-Corti, S. David (février 2016) *Best Practice Principles for Community Indicator Systems and a Case Study Analysis: How Community Indicators Victoria is Creating Impact and Bridging Policy, Practice and Research*. Springer, Social Indicators Research, publié en ligne DOI : 10.1007/s11205-016-1259-8

M. Davern, (2011) *Community Indicators in Action: Using Indicators as a Tool for Planning and Evaluating the Health and Wellbeing of a Community*. Springer Science+Business Media

ISTAT, (2013), *Equitable and Sustainable Wellbeing in Italy, Summary in English*

IWEPS (avril 2014) *Les indicateurs complémentaires au PIB, indice des conditions du bien-être en Wallonie : 1er exercice*

Newcastle (octobre 2014), *A year in the life of our Wellbeing for Life Strategy*.

Newcastle (août 2013) *Our Wellbeing for Life strategy. A framework for action 2013 – 2016 and our commitments to shared change 2013 – 2014* Consultable sur <http://www.wellbeingforlife.org.uk/our-strategy>

Newcastle, *Know your city, Know Newcastle* <http://www.knownewcastle.org.uk/GroupPage.aspx?GroupID=62&cookieCheck=true>

Atelier à Newcastle autour de « la mesure du bien-être ». Consultable sur <http://www.wellbeingforlife.org.uk/measuring-wellbeing-and-changes-wellbeing-newcastle>

OCDE (2013), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264201392-en>

Somersat Somerville, MA *A Rapport sur le bien-être*, fourni par Somersat

Somersat *Rapport au maire et au conseil municipal (Board of Aldermen) : Resident Happiness and Satisfaction with the City of Somerville 2013* Consultable sur http://www.somervillema.gov/sites/default/files/documents/Somerville_Well_Being_Report.pdf

Projet « Bien-être » de la ville de Santa Monica *Wellbeing Findings Data Briefing, 2015* Consultable sur <http://wellbeing.smgov.net/Media/Default/docs/WellbeingProject-IndexFindings-April2015.pdf>

K. Warner et M. Kern pour le Santa Monica Office of Wellbeing (décembre 2013) *A City of Wellbeing: The what, why & how of measuring community wellbeing*

Présentation de la Wallonie à l'OCDE, 2009

À PROPOS DE L'OCDE

L'Organisation pour la coopération et le développement économique est un forum unique où les gouvernements travaillent ensemble pour aborder les problèmes économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. L'OCDE est également en première ligne pour comprendre et aider les gouvernements à répondre aux évolutions et aux inquiétudes liées à la gouvernance d'entreprise, à l'économie de l'information et aux défis posés par une population vieillissante. L'organisation offre un cadre dans lequel les gouvernements sont en mesure de comparer leur expérience en matière de politiques, de chercher des réponses à leurs problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de coordonner les politiques nationales et internationales.

À PROPOS DU CUKT

Le Carnegie UK Trust œuvre pour améliorer la vie de la population du Royaume-Uni et de l'Irlande, pour changer les mentalités en influençant les politiques et pour transformer des vies grâce à des pratiques innovantes et des partenariats. Le Carnegie UK Trust a été créé par le philanthrope écossais-américain Andrew Carnegie en 1913.

Andrew Carnegie House
Pittencrieff Street
Dunfermline
KY12 8AW

Tél : +44 (0)1383 721445

Fax : +44 (0)1383 749799

Courriel : info@carnegieuk.org

www.carnegieuktrust.org.uk

Le présent rapport a été rédigé par Pippa Coutts et Jennifer Wallace

Août 2016

**CarnegieUK**
TRUST

CHANGING MINDS • CHANGING LIVES

Carnegie United Kingdom Trust
Association caritative écossaise SC 012799 opérant au Royaume-Uni et en Irlande
Établie en vertu de la charte royale (*Royal Charter*) de 1917

